HERVÉ MARITON

Transmettre pour construire

Pygmalion

Extrait de la publication

HERVÉ MARITON

Transmettre pour construire

Entretiens réalisés par Fabrice MADOUAS

Face à la crise, la politique ne peut pas se contenter d'être un théâtre. La France a besoin d'un projet et l'élection présidentielle de 2012 est une chance pour le construire.

Rien ne sert d'inventer des ruptures qui épuisent et s'épuisent, c'est de transmettre qu'il s'agit. Transmettre le mouvement, partager des valeurs, inventer la liberté.

Cette réflexion est indispensable à la solution éclairée de la crise. La tradition culturelle de notre pays, la France, notre épopée nationale, notre amour de la vie, le lien de l'économie et de la confiance nourrissent la force de la transmission et cette force construit notre avenir.

La réforme de l'école, la qualité des institutions, le débat de l'identité nationale, l'esprit de défense, les lois de bioéthique, la politique familiale, la réduction de la dette publique, la construction de la confiance dans le monde numérique sont autant de grands enjeux où la transmission est à la fois source d'inspiration et objectif politique.

Réformer, pourquoi, pour qui ? Que faut-il réformer, que vaut-il de conserver ? Plutôt qu'affrontement et rupture, Hervé Mariton propose le projet politique d'une réforme juste.

Les entretiens ont été conduits par Fabrice Madouas, rédacteur en chef-adjoint à *Valeurs actuelles.*

Hervé Mariton, député de la Drôme et maire de Crest, siège à la commission des Finances de l'Assemblée nationale. Il a été ministre de l'Outre-Mer en 2007 dans le gouvernement de Dominique de Villepin. Polytechnicien, ingénieur du corps des Mines, il est marié et père de quatre enfants.

Hervé Mariton a fondé le club politique Réforme & Modernité, qu'il préside. Il est aussi Secrétaire national de l'UMP, chargé de la défense. Il a rédigé en 2009, pour le groupe UMP, un rapport remarqué : Reprendre la main sur les questions de société. *L'écho de ce rapport l'a engagé à proposer* Transmettre pour construire.

Pygmalion

10-IKN Création Studio Flammarion *Hervé Mariton* vu par Didier Pruvot © Flammarion.

Extrait de la publication

TRANSMETTRE
POUR CONSTRUIRE

Extrait de la publication

Extrait de la publication

HERVÉ MARITON

TRANSMETTRE POUR CONSTRUIRE

Entretiens réalisés par Fabrice Madouas

Pygmalion

Extrait de la publication

Sur simple demande adressée à
Pygmalion, 87 quai Panhard et Levassor 75647 Paris Cedex 13,
vous recevrez gratuitement notre catalogue
qui vous tiendra au courant de nos dernières publications.

© 2010, Pygmalion, département de Flammarion
ISBN 978-2-7564-0392-2
Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5 (2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).
Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle

Extrait de la publication

À mes parents, Maurice Mariton et Yolaine Benkemoun,
à mes enfants, Basile, Rose, Léon et Marius.

Extrait de la publication

AVANT-PROPOS

Le monde est en mouvement. La géographie des puissances, les techniques et les modes de vie changent. La crise modifie la donne. Ce n'est pourtant pas la première. Crise ou rappel au principe de réalité ?

Nous, Français, avons-nous envie de nous battre ? Comment construire la réussite de la France dans un univers en changement ? Ce sont des questions pour 2012, année d'espoir pour sortir de la crise, année d'élection, de chance pour choisir le bon chemin. Ces questions sont aussi permanentes.

Ce livre est une recherche pour y répondre. Réflexion et espoir sur le sens même de la politique, dialogue avec Fabrice Madouas sur quelques enjeux essentiels et les valeurs qui les structurent, propositions concrètes pour l'action en 2012. Et pour surmonter la crise, pour gagner le combat de la vie, partager la passion des hommes, retrouver l'élan vital, il faut une ambition, transmettre.

Hervé Mariton

Extrait de la publication

Extrait de la publication

L'ESPOIR

La politique est un acte d'amour. Pour la France et pour les Français. Mais l'heure est difficile et les Français sont d'humeur maussade. Ils doutent. D'eux-mêmes et de nous, politiques, qui ne savons pas les faire s'aimer. Amours déçues ? Quand le gouvernement demande à Jacques Attali de proposer des solutions pour lever les obstacles à la croissance, celui-ci répond que « la croissance est d'abord une question de confiance » mais que « le pays n'a plus confiance en lui-même ». La France peut-elle retrouver confiance en elle, et les Français partager un peu d'optimisme ? Y a-t-il un projet qui puisse les rassembler ? Dans un essai magistral, Alain Peyrefitte écrivait en 1995, il y a quinze ans : « Le développement a été, est, sera un combat. Combat intérieur, en chacun d'entre nous, pour substituer l'énergie à la résignation, l'invention à la routine. Combat au sein de la société pour que, dans ses institutions et dans ses acteurs, les forces de la confiance l'emportent, à chaque niveau, sur celles de la défiance [1]. »

1. *La Société de confiance*, Alain Peyrefitte, éditions Odile Jacob, 1995.

Extrait de la publication

La droite a perdu les élections régionales en 2010. Et nous pourrions perdre en 2012, l'année de la présidentielle et des législatives. Or nous devons, nous voulons gagner. Oui, la France doit changer. Mais la rupture est un paradigme illusoire. L'excès de communication entraîne inévitablement le doute sur la réalité et l'efficacité des réformes. La majorité a besoin d'une action plus solide pour être plus crédible. Cette solidité sera puisée dans notre conviction de responsables politiques et dans les valeurs qui nous inspirent.

2007 a permis de promouvoir la valeur travail. C'était nécessaire. L'intuition est à mettre au crédit de Nicolas Sarkozy. Mais cette valeur ne résume pas toute la société française. Et la majorité s'est trouvée fort dépourvue quand la crise est venue. Confrontés à la complexité du monde, au-delà même des enjeux économiques, nous manquons tragiquement de grille d'analyse, de proposition et de décision. Comment répondre aux questions de la société ? Cette question est à l'origine du rapport que j'ai publié en 2009 [1] pour le groupe UMP à l'Assemblée nationale. Son ambition – c'est aussi celle de ce livre – est d'aider à exprimer, avec conviction et cohérence, des choix politiques qui suscitent l'adhésion d'une majorité de Français. Ce travail est indispensable pour gagner l'élection présidentielle de 2012 et, plus encore, pour réussir ensuite dans l'exercice du pouvoir. Cela ne sera pas facile. Nous devrons tenir un langage de vérité et mieux savoir où nous allons, pourquoi, comment. Pour retrouver la confiance et fonder l'espérance.

La pédagogie contre le pessimisme

Comparé à celui de nos voisins européens, le moral des Français est bas. Nous sommes une nation pessimiste et

1. *Reprendre la main sur les questions de société – Quelle méthode pour quels choix ?*
http ://www.deputes-ump.fr/tl_files/pdfs/RapportQDS.pdf

déprimée. Les Français sont parmi les plus gros consommateurs d'anxiolytiques et d'antidépresseurs. Il en résulte un gâchis individuel et collectif où ni notre pays ni nos concitoyens ne vont au bout de leur talent – et les jeunes sont particulièrement affectés. Gâchis dans l'instant, gâchis pour l'histoire. Les talents s'épanouissent mal et les ressources manquent pour exercer les solidarités nécessaires.

Nous, élus, hommes politiques, avons une responsabilité dans l'entretien de cette spirale négative. Je ne veux pas nier la réalité des problèmes matériels vécus par trop de nos concitoyens, ni les difficultés de notre pays : il suffit de considérer la situation des finances publiques. Mais nous en rajoutons souvent dans la description systématiquement négative des enjeux qui touchent aux personnes : les prix, le chômage, la pauvreté… « Tout va mal ! » Pourquoi cédons-nous à la tentation du pessimisme ? Pourquoi l'entretenir ? Il est facile de « surfer » sur la mauvaise nouvelle parce qu'il y aura toujours dans l'assistance quelqu'un pour dire que cela témoigne d'une connaissance de la vraie vie. Tel est le syndrome compassionnel qui marque la société française : mieux vaut noircir le tableau ! Trop peu de responsables politiques prennent sur eux d'expliquer aux Français ce qu'il en est vraiment. La pédagogie n'est pas notre vertu première.

La politique est un compromis permanent entre pédagogie et démagogie. Il peut être fécond s'il permet, en entraînant le plus grand nombre, de faire avancer le monde. Comme responsable politique, je dois assumer la complexité du monde, décrypter, expliquer, puis transformer les données en solutions opérationnelles et efficaces. Aussi complexe que soit le problème de départ, la solution doit être la plus simple possible. Simple ne veut pas dire simpliste ; simple n'exclut pas la subtilité, l'équilibre. Mais la solution doit entraîner l'adhésion, car la politique est affaire de nombre. L'intellectuel peut exprimer une analyse, rédiger un article et assumer seul son point de vue. Comme politique, je ne le peux pas. Je peux – je dois – être

Extrait de la publication

en avance et éclairer le chemin, mais quand je me retourne, il faut qu'il y ait du monde avec moi.

J'ai été troublé, en 2007, par les polémiques répétées sur les chiffres de l'emploi, ceux de l'inflation et du pouvoir d'achat. Le candidat Nicolas Sarkozy avait amplement critiqué les statistiques « officielles » qui dénotaient, selon lui, une méconnaissance de la vraie vie. J'ai voulu clarifier ce débat en publiant un rapport sur la mesure des grandes données économiques et sociales : *Mesurer pour comprendre*[1]. Certes, l'appareil technique doit être amélioré et je me réjouis que la loi de modernisation de l'économie (2008) ait inscrit l'indépendance de la statistique publique dans notre droit. Mais, pour l'essentiel, nos chiffres sont fiables et robustes. Cette base pourrait aider au débat public, comme au printemps 2010 les chiffres du Conseil d'orientation des retraites étaient censés éclairer le débat sur la réforme des retraites. Mais trop de politiques ne peuvent s'empêcher de mêler le fait et le commentaire, l'analyse et le projet. Au prix de tordre parfois les faits, de compliquer le projet et de perdre en crédit.

J'entends souvent dire que le passage à l'euro, en 2002, a provoqué un surcroît d'inflation qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui. C'est une idée communément admise, répétée sur le zinc, sur les tréteaux et sur les plateaux. Elle est pourtant contestable ! La comparaison européenne est éclairante. En 2002, les prix n'ont pas tellement augmenté ; mais l'inflation ressentie a fait un bond considérable dans tous les pays de la zone euro : l'écart entre l'inflation réelle et l'inflation ressentie pouvait atteindre sept points. Chez la plupart de nos voisins européens, ces mesures se sont rejointes en 2008. Pas en France où l'inflation ressentie est restée supérieure de plus de deux points à l'inflation réelle. Pourtant, les indices des prix sont construits à peu près partout de la même façon. Pourquoi cette différence ?

1. Rapport d'information n° 815 en conclusion des travaux de la mission d'information commune sur la mesure des grandes données économiques et sociales, avril 2008.

La réponse est simple : en France, le discours politique a entretenu la déprime des citoyens. Le pouvoir d'achat a bien augmenté en 2006, mais Nicolas Sarkozy a préféré nier les chiffres. On en a vu l'intérêt politique à court terme ; on n'en regrettera pas moins que de telles pirouettes puissent si facilement prospérer. Ce mépris des chiffres s'est finalement retourné contre la droite. Quand l'exécutif a tenté d'expliquer en 2009 que le pouvoir d'achat augmentait de nouveau – ce qui était vrai, grâce à l'absence d'inflation –, il n'a évidemment pas été cru. Tel est pris qui croyait prendre.

Nous avons perdu en crédit politique. Plus fondamentalement, les Français s'interrogent aujourd'hui sur la capacité des politiques à résoudre les problèmes, sur les valeurs qui les inspirent dans la recherche et la mise en œuvre de solutions. Telle est ma lecture de l'échec de la majorité aux élections régionales de 2010.

L'illusion de la rupture

Le discours de la rupture ne suffit pas à convaincre de l'aptitude à apporter les bonnes solutions. Parce qu'il n'y a pas et ne peut pas y avoir de rupture – hors configuration totalitaire – devant des problèmes solides et anciennement repérés. Parce que les problèmes difficiles sont souvent complexes et subtils. Parce que les solutions mises en œuvre, même suremballées, n'étaient pas réellement en rupture. Parce que nous sommes d'abord attendus au résultat et que l'énergie mise à la présentation avantageuse des réformes a détourné les Français de la mesure de leurs effets. Parce que nos concitoyens, quelle que soit l'exigence de l'instant, s'inscrivent dans la durée : la leur, celle de leurs familiers. Parce que la majorité a une histoire. La même majorité depuis 2002, dans le miroitement de ses débats internes.

Pour gagner en 2012, la droite doit retrouver son crédit, non plus dans la rupture mais dans l'effectivité de son

Extrait de la publication

action. Avec le temps, l'exigence est plus forte. Il est assez facile de promettre à la veille d'une élection. Il s'agit ensuite de mettre en œuvre ses engagements. Le bilan se fait au terme d'un mandat, c'est alors plus difficile. En 2007, Nicolas Sarkozy a pu, avec talent, faire campagne sur la rupture. En 2012, cela ne sera plus possible. Nous ne pourrons gagner que sur du solide. La majorité devra être crédible sur ses capacités, confiante en ses valeurs.

La réflexion sur les valeurs était centrale dans mon rapport sur les questions de société. Elle a stimulé la rédaction de cet ouvrage, mes réflexions et mon dialogue avec Fabrice Madouas, qui avait lui-même consacré un dossier à ce rapport dans *Valeurs Actuelles*. Il s'agit de démontrer combien la transmission est essentielle pour construire. Qu'il s'agisse d'éducation, d'institutions, d'identité nationale, de défense, de politique familiale, de bioéthique, de la révolution numérique, des finances publiques, mais aussi de science ou d'environnement, je propose la transmission comme paradigme fécond de l'action publique. La campagne pour l'élection présidentielle de 2012 sera un moment utile pour le proclamer, et cette conviction est, je le crois, une condition nécessaire à la victoire, puis au succès de notre action au service de la France et des Français.

La crise des valeurs

L'origine de ce rapport, *Reprendre la main sur les questions de société*, est à la fois anecdotique et essentielle. À la fin de l'année 2008, le débat sur l'extension du travail du dimanche s'abîme. Certains députés réclament une loi d'aménagement technique – disent-ils – pour régler des problèmes locaux liés à l'ouverture de magasins ce jour-là, en banlieue parisienne et près de Marseille. Ils affirment, quoi qu'ils aient dit initialement, qu'il ne s'agit pas d'une libéralisation de principe mais d'un simple réglage. Faut-il laisser faire ? La confiance n'est pas là. Avec d'autres collègues, comme le député breton Marc Le Fur, je conteste

qu'il s'agisse d'un débat technique. Le repos dominical est un élément important du lien social : « Six jours pour avoir, un jour pour être. » On aurait tort de négliger la dimension sociétale d'un tel sujet. Le président du groupe UMP, Jean-François Copé, a bien mesuré l'enjeu du débat, combien aussi il pouvait se reproduire sur d'autres sujets, techniques en apparence seulement. Et je me suis mis au travail pour un rapport mobilisant trente-deux députés et nourri de vingt-six auditions passionnantes. Parce que les questions de société concernent tous les Français et parce qu'elles nous renvoient à nos valeurs. Nous sommes attentifs à ce que nous disent nos concitoyens, mais il n'est pas question que nous laissions l'air du temps, ou des médias, ou des lobbies, nous dicter notre projet.

Quoi de neuf sur le front des valeurs ? La crise ! Ou plutôt l'accumulation des crises qui oblige les pouvoirs publics à des réponses vigoureuses, au moment où l'action de l'exécutif déroute bien des Français, en tout cas nombre d'électeurs.

La crise est une opportunité, parce qu'elle secoue nos repères matériels. Je me souviens du discours d'Alexandre Soljenitsyne, à Harvard, le 8 juin 1978. Il décrivait déjà une société dépressive, un monde où les médias fabriquaient un esprit du temps. Il dénonçait l'erreur matérialiste de la pensée moderne, à l'Est mais aussi à l'Ouest. Il appelait à « revoir à la hausse l'échelle de nos valeurs humaines ». La crise rappelle que les arbres ne montent pas jusqu'au ciel ; elle renvoie au sens des choses. La réflexion sur le travail du dimanche, mon rapport sur les questions de société n'auraient sans doute pas été les mêmes avant la crise de l'été 2008.

Mais la crise peut être une menace, quand nous choisissons sous la pression des événements des solutions mal réfléchies. Il faut dès aujourd'hui – il faudra plus encore après 2012 – régler l'ardoise de la crise. L'état de nécessité des finances publiques et des comptes sociaux oblige à faire des choix. Lesquels ?

Extrait de la publication

La dissuasion nucléaire sera-t-elle une des victimes exemplaires de la hache budgétaire ? Je ne le souhaite pas mais, pour l'éviter, il faut éclairer le débat dès maintenant. Débattre car il n'y a pas d'évidence, argumenter car l'autorité ne suffit pas, toujours convaincre car nous sommes en démocratie. Si le débat n'a pas lieu aujourd'hui et dans la perspective de 2012, le risque est grand, quelle que soit la majorité du moment, qu'une décision mal réfléchie soit prise.

La politique familiale sera-t-elle la victime du nécessaire rétablissement des comptes sociaux ? La gauche a porté le fer entre 1997 et 2002. En 2008, Jacques Attali a proposé la mise sous conditions de ressources des allocations familiales, dans son rapport pour lever les obstacles à la croissance. Voilà quelques milliards bienvenus, d'autant qu'il ne manque pas de grands patrons pour expliquer qu'il ne rime à rien qu'ils touchent quelques centaines d'euros de la caisse d'allocations familiales… Mais cela relève de l'anecdote, et l'on ne prend pas une décision d'une telle importance en se fondant sur l'anecdote. Certains diraient du symbole ; mais quand il n'y a pas d'autre terme pour définir une mesure, c'est sûrement qu'il faut s'en méfier. Et d'ailleurs, si la condition de ressources était retenue, s'arrêterait-on aux grands patrons auxquels elle est indifférente ou l'étendrait-on aux cadres pour économiser plus ? Où placer le curseur ? Même pour un cadre, avec une famille nombreuse, les allocations familiales représenteront souvent 10 à 20 % du revenu. Le débat est constant. La politique familiale est-elle une politique de transferts verticaux (des riches vers les pauvres) ou horizontaux (des ménages sans enfants vers les familles plus nombreuses) ? Pourquoi la nation aide-t-elle les familles ? Souhaite-t-elle favoriser les naissances ? Quel type de famille la société veut-elle encourager ? Autant de questions dont il faut débattre aujourd'hui, au risque sinon que 2012 ne balaie des repères qui n'auraient pas été défendus.

La droite en quête de repères

La droite est souvent mal à l'aise avec les questions de société, les enjeux de valeurs. Soyons au clair sur ces sujets, prenons le temps d'en parler. Pour retrouver confiance en nous, et proposer aux Français d'autres réponses que celles de la gauche.

La droite se laisse parfois assimiler à un conservatisme figé et pourra même avoir le conservatisme honteux – elle tentera alors d'esquiver les débats. La gauche s'identifie systématiquement au progrès.

La droite assume toute l'histoire de France, avec ses grandeurs et ses taches. La gauche n'en revendique que les symboles positifs.

La droite française s'interdit d'exposer une vision globale de la société qui mobiliserait des valeurs morales, de peur qu'on l'accuse d'être réactionnaire. C'est le fameux spectre du « retour à l'ordre moral » que la gauche agite régulièrement sur ces questions.

La droite est aussi davantage ouverte au doute. La gauche est sûre du sens de l'histoire, de son destin et des solutions qu'elle propose. Nous n'aimons pas le caractère systématique ou automatique des réponses ; nous avons moins de réflexes. Notre grille d'analyse est ainsi plus complexe, plus complexée même. Mais elle est aussi plus subtile. Et cela ne nous dispense pas d'affirmer nos choix.

Nous avons peur de ne pas être modernes, au nom d'une modernité qui nous serait supérieure ou imposée. Au point d'être, comme dirait Antoine Compagnon, « anti-modernes » ? On reconnaîtrait volontiers ceux qui ne se veulent « ni conservateurs, ni académiques, ni frileux, ni pompiers, ni réactionnaires », mais « modernes à contre-cœur, malgré eux, à leur corps défendant ». « Ceux qui avancent en regardant dans le rétroviseur », comme Sartre le disait de Baudelaire. Nous plongeons dans le bain de la modernité, souvent avec mauvaise conscience, parfois avec enthousiasme. Le développement durable est une nécessité

Extrait de la publication

vitale et un objectif de bon sens, mais que de raisonnements syncopés derrière la bien-pensance écologiste, que de contradictions assumées et digérées ! Nous savons que les produits « bio » n'ont pas de qualités sanitaires attestées. Nous assumons pourtant l'impératif – coûteux – de repas « bio » dans les cantines scolaires.

Au fond, nous portons la modernité comme une mode, comme si un courant succédait à un autre, sans plus de conséquence. Or ces courants engendrent des décisions qui se stratifient et déforment la société, heurtant des choix fondamentaux. Nous le comprenons souvent un peu tard… Il serait sage de s'engager dans les débats de la modernité, pour conduire le mouvement au lieu de le subir ou de le suivre. On peut se laisser porter par la vague, mais il vaut mieux nager pour atteindre un cap.

Nous avons aussi parfois une approche volontairement pragmatique. La gauche a une vision globale de la société et n'hésite pas à instrumentaliser des cas particuliers comme symboles d'une lutte politique. Nous cherchons des solutions concrètes, peut-être en évitant de nous fonder sur des principes et en nous privant de les dégager. Des principes, une règle, ne retireraient pourtant pas à la liberté, comme le dit si bien la mère supérieure dans *Dialogues des carmélites* de Bernanos : « Ce n'est pas la règle qui nous garde, c'est nous qui gardons la règle. »

Notre rapport à la liberté est par ailleurs ambigu. Une partie de notre famille politique ne se reconnaît pas dans l'approche libérale, sur le plan économique comme culturel. Une autre partie assume uniquement un libéralisme économique. Enfin, certains revendiquent le libéralisme dans toutes ses dimensions. Où me situé-je moi-même ? Libéral pragmatique en économie, transmetteur éclairé sur le plan culturel. Libéral parce qu'épris du sens de la liberté, de la responsabilité, de la compétition, du progrès, soucieux de maîtriser la peur. Je ne vénère pas pour autant le veau d'or, je cherche le sens des choses, de la vie. La réponse est toujours difficile, sauf à privilégier une approche systématique, étrangère à la culture de la plupart

Extrait de la publication

Composition et mise en pages

NORD COMPO
multimédia

N° d'édition : L.01EUCN000338.N001
Dépôt légal : septembre 2010

Extrait de la publication